



TOURNONS LA PAGE
Pour l'alternance démocratique
en Afrique

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le lundi 30 septembre 2024,

Togo : Un pays où même les députés subissent la répression

Le dimanche 29 septembre, une rencontre organisée par la **Dynamique pour la Majorité du Peuple** (DMP) s'est tenue au siège du parti politique CDPA (Convention Démocratique des Peuples Africains) à Lomé, au Togo. Cet événement visait à rassembler **diverses voix de la société civile dont des membres de TLP-Togo, des journalistes, des représentants de partis politiques, ainsi que des citoyens du Togo**, dans un effort commun pour débattre **des enjeux démocratiques et des libertés fondamentales**. Parmi les participants de marque figurait **Guy Marius Sagna, député sénégalais de la CEDEAO**, en séjour à Lomé à l'occasion d'une session délocalisée du Parlement de l'organisation communautaire.

Lors de son intervention, Guy Marius Sagna a souligné les nombreuses difficultés rencontrées dans l'organisation de cette réunion, notamment l'annulation de la réservation d'une salle dans le but de la faire échouer. Alors que le député de la CEDEAO, après son introduction et la revendication de sa citoyenneté togolaise, appelle l'assistance à se lever pour chanter l'hymne national du Togo, un **groupe de miliciens assis parmi les participants, se déchaînent, semant la panique**. Ces individus, visiblement bien coordonnés, ont **agressé les participants** à coups de chaises, de poings et de pieds, plongeant la rencontre dans **le chaos**. Le tout en présence **des forces de l'ordre** censées assurer la sécurité de l'événement mais qui n'ont **ni porté assistance aux personnes attaquées, ni mis hors d'état de nuire les miliciens**.

Les assaillants ont également **détruit systématiquement les téléphones portables et les appareils d'enregistrement des journalistes présents**, rendant impossible toute capture des événements. Certains des équipements saisis ont été jetés dans un puits situé dans la cour de l'établissement, témoignant de la volonté des agresseurs **d'effacer toute trace de leur action violente**. Les téléphones du député Guy Marius Sagna ont été emportés avec une sacoche contenant une forte somme d'argent.

De nombreux participants ont été **blessés** lors de cette attaque, dont **Guy Marius Sagna** lui-même, ainsi que **Brigitte Adjamagbo-Johnson**, figure politique togolaise et députée. Les deux ont été **transportés en urgence dans une clinique** voisine pour y recevoir les soins nécessaires. D'autres

victimes, parmi lesquelles des membres de la société civile, des chefs de partis politiques et des journalistes, ont également dû être prises en charge médicalement.

Malgré la gravité de l'incident, **aucune réaction officielle des autorités togolaises** n'a encore été enregistrée. Ce silence soulève de **vives inquiétudes quant à l'impunité dont jouissent les auteurs de ces violences**, dans un pays où les citoyens sont régulièrement **réprimés pour leurs opinions politiques**. L'attaque de députés, non seulement togolais mais aussi de la CEDEAO, démontre un **climat de terreur** sans limite et questionne **le respect des droits fondamentaux** dans cet État. Cette attaque est à l'image de ce que subissent les organisations de la société civile et les partis politiques de l'opposition depuis 2018, systématiquement réprimés et empêchés de tenir des réunions.

Tournons La Page exprime sa plus vive **indignation face à l'intrusion de milices** dans le débat politique togolais et condamne avec fermeté ces dérives alarmantes, survenues au sein d'un État membre de la CEDEAO. Ces actes constituent **une violation flagrante de la Constitution togolaise, des lois nationales, ainsi que des conventions régionales et internationales ratifiées par le Togo**. Ils représentent une atteinte inacceptable **aux libertés fondamentales**, notamment les libertés de réunion et de manifestation pacifique, garanties par le **Pacte international relatif aux droits civils et politiques**.

Tournons La Page en appelle à une réaction urgente de **la communauté internationale**, et particulièrement des instances régionales comme **la CEDEAO**, face à cet acte d'une gravité exceptionnelle, qui met en évidence les défis colossaux auxquels font face **les défenseurs de la démocratie** au Togo. Le silence des autorités pourrait être perçu comme **une caution tacite de ces violences**, exacerbant ainsi l'insécurité et la peur parmi les citoyens et les défenseurs des droits humains.

Tournons La Page exige que :

- **le gouvernement togolais prenne des mesures immédiates pour garantir les libertés individuelles et les droits des organisations de la société civile, essentiels au renforcement de la démocratie ;**
- **les autorités politiques, judiciaires et policières engagent une enquête approfondie sur ces méthodes répressives, contraires aux principes démocratiques ;**
- **les responsables et commanditaires de ces actes de violence soient poursuivis et traduits en justice pour répondre de leurs crimes ;**

Tournons La Page exprime également sa solidarité avec le député Guy Marius Sagna ainsi qu'avec les membres de Tournons La Page Togo, et **souhaite un prompt rétablissement aux blessés**. L'organisation rappelle l'importance du respect de **l'immunité parlementaire** et demande que **les droits à la sécurité** des députés et des membres de la société civile soient scrupuleusement garantis.

Tournons La Page